

Emmanuel Alcaraz

Les lieux de mémoire

de la guerre
d'indépendance
algérienne

Préface d'Aïssa Kadri

KARTHALA

Cet ouvrage se propose de revisiter la mémoire nationale algérienne pour montrer combien celle-ci participe à fois à la légitimation et à la contestation du pouvoir dans une société façonnée par la guerre d'indépendance, comme l'illustre le rôle majeur de l'armée encore aujourd'hui. L'auteur développe une perspective critique du nationalisme mémoriel algérien et met à jour la pluralité des points de vue, reflet de la diversité en Algérie.

Il contribue ce faisant à éclairer les fondements de la crise identitaire que traverse la société algérienne, qui peine à élaborer un projet de « vivre ensemble » et à faire émerger une citoyenneté faisant consensus. Cette question se pose avec acuité après les « printemps arabes », et l'affaiblissement de la légitimité révolutionnaire des dirigeants algériens.

En étudiant « l'histoire vue de l'autre côté », à travers des sources d'une grande amplitude (enquêtes de terrain en Algérie réalisées de 2006 à 2017, étude des musées et des monuments commémoratifs, archives militaires et judiciaires), l'auteur se positionne de manière originale par rapport au contentieux mémoriel franco-algérien. Il propose une histoire connectée des mémoires, faisant la part belle à une analyse critique des usages algériens du passé et des imaginaires sociaux que ces mémoires construisent. « L'histoire à parts égales » n'est-elle pas un devoir pour parvenir à une « juste mémoire » ?

Docteur en histoire, chercheur associé à l'ISP (Institut des sciences sociales du politique) de l'université de Nanterre et à l'IRMC (Institut de recherches sur le Maghreb contemporain) de Tunis, Emmanuel Alcaraz enseigne au lycée Gustave Flaubert à La Marsa à Tunis (AEFE-Agence pour l'enseignement français à l'étranger). Il est l'auteur de nombreuses contributions sur l'histoire de la mémoire de la guerre d'indépendance algérienne.

**LES LIEUX DE MÉMOIRE DE LA GUERRE
D'INDÉPENDANCE ALGÉRIENNE**

Visitez notre site : **www.karthala.com**

Paiement sécurisé

Couverture : Agrandissement du tableau en céramique du monument
aux martyrs d'Ouled Fayet, périphérie d'Alger,
(Lahcene Abib ©).

© Éditions KARTHALA, 2017
(Première édition papier, 2017)
ISBN : 978-2-8111-1904-1

Emmanuel Alcaraz

**Les lieux de mémoire
de la guerre
d'indépendance algérienne**

Préface d'Aïssa Kadri

**Éditions KARTHALA
22-24, bd Arago
75013 Paris**

*À Fernand, Samy et Naïl Alcaraz,
à Denise et Giovanttista Buono
et à la famille Mecheri.*

Liste des sigles utilisés

ALAT	Aviation légère de l'armée de terre
APC	Assemblée populaire communale
BRQ	Bulletin de renseignements quotidiens
CCE	Comité de coordination et d'exécution
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CNAN	Compagnie nationale algérienne de navigation
CNEC	Coordination nationale des enfants de <i>chuhadâ</i>
CNEH	Centre national des études historiques
CNRA	Conseil national de la Révolution algérienne
COM	Comité opérationnel militaire
CRUA	Comité révolutionnaire d'unité et d'action
DBLE	Demi-brigade de légion étrangère
DOP	Détachement opérationnel de protection
DRS	Département renseignement et sécurité
EBR	Équipement blindé de reconnaissance
EGA	Électricité et gaz d'Algérie
EMG	État-major général
ENA	Étoile nord-africaine
ENTV	Entreprise nationale de télévision algérienne
EPAL	Entreprise portuaire d'Alger
FFS	Front des Forces socialistes
FIS	Front islamique du salut
FLN	Front de libération nationale
FM	Fusil mitrailleur
FNACA	Fédération nationale des Anciens combattants d'Afrique du Nord
GIA	Groupe islamique armé
GMC	General Motors
GPRA	Gouvernement provisoire de la République algérienne
GSPC	Groupement salafiste pour la prédication et le combat
ICOM	<i>International Council of Museums</i>
IFA	Institut français d'architecture

JMO	Journal de marches et d'opérations
MAK	Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie devenu en 2013 le Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie
MALG	Ministère de l'Armement et des Liaisons générales
MDA	Mouvement pour la démocratie en Algérie
MIA	Mouvement islamique armé
MNA	Mouvement national algérien
MSP	Mouvement de la société pour la paix
MTLD	Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques
OAS	Organisation de l'armée secrète
OCFLN	Organisation civile du FLN
ONEM	Organisation nationale des enfants de <i>mujāhidīn</i>
ONM	Organisation nationale des <i>mujāhidīn</i>
OS	Organisation spéciale
OST	Organisation sociale du travail
PADS	Parti algérien pour la démocratie et le socialisme
PAGS	Parti de l'avant-garde socialiste
PCA	Parti communiste algérien
PLD	Parti pour la laïcité et la démocratie
PPA	Parti du peuple algérien
PPK	Parti populaire kabyle
RCD	Rassemblement pour la culture et la démocratie
RCP	Régiment de chasseurs parachutistes
REI	Régiment étranger d'infanterie
REP	Régiment étranger de parachutistes
RHP	Régiment de hussards parachutistes
RICM	Régiment d'infanterie coloniale du Maroc
RND	Rassemblement national démocratique
RPC	Régiment de parachutistes coloniaux
RPIC	Régiment parachutiste d'infanterie de choc
RPIMA	Régiment parachutiste d'infanterie de marine
RTA	Radio et télévision algérienne (ancien nom de l'ENTV)
RTT	Régiment de Tirailleurs tunisiens
SAS	Section d'administration spécialisée
TPFA	Tribunal pénal des forces armées
UDMA	Union démocratique du manifeste algérien
UGCA	Union générale des commerçants algériens
UGEMA	Union générale des étudiants musulmans algériens
UGSA	Union générale des syndicats algériens
UGTA	Union générale des travailleurs algériens
UGTT	Union générale tunisienne du travail
USTA	Union syndicale des travailleurs algériens

Préface

Les travaux portant sur la guerre d'Algérie, qui a été pendant longtemps déclarée « événements d'Algérie » et niée en tant que telle du côté officiel français, travaux plutôt nombreux cette dernière décennie, peuvent être catégorisés selon deux grands orientations. Ceux en premier lieu produits par les protagonistes de l'affrontement, derniers acteurs ou témoins contemporains du conflit, et ceux d'autre part issus de recherches portées, de ce côté-ci de la Méditerranée, par une très jeune génération, dont la caractéristique majeure est d'être complètement distanciée du conflit. Celle-ci, bien que dans la filiation directe de ses prédécesseurs, historiens qui ont le plus souvent abordé la guerre dans une perspective de temps long, adoptant une démarche de macro-histoire, renouvelle la perspective d'approche et les points de vue, par un adossement plus large aux sciences sociales, en se focalisant sur des faits précis, des points aveugles du conflit, en « carottant », développant des monographies et détaillant les situations, les contextes et les moments. Une démarche s'inscrivant plutôt dans une perspective de micro-histoire.

Si les raisons et les motivations du premier groupe peuvent trouver leur explication dans les engagements des uns et des autres dans le moment de la guerre, dans la volonté de comprendre dans le temps long les causes et les raisons des violences coloniales et de la contre-violence révolutionnaire, mais aussi pour certains acteurs dans une prise de conscience après-coup qui confine à une véritable catharsis et à une volonté d'expurger les contradictions, dilemmes, et mauvaises consciences refoulés jusque-là, dans un conflit qui a pris l'allure, par certains côtés et dans certains contextes, d'une véritable guerre civile, il reste à expliquer sociologiquement ce qui a pu mobiliser l'attention et l'intérêt de la jeune génération, jeunes femmes surtout et jeunes hommes que rien ne prédisposait à s'intéresser à un conflit vieux de plus d'un demi-siècle et qui de surcroît n'est pas le gage d'une entrée dans le monde académique, compte tenu

d'une volonté de banalisation voire d'occultation politique de la période et de la faiblesse des offres institutionnelles de postes portant sur le domaine.

Le parcours d'Emmanuel Alcaraz est de ce point de vue emblématique de cette génération. Bien que d'origine pied-noir – son père est un « Espagnol d'Algérie » comme il le dit lui-même, natif d'Oran – son premier centre d'intérêt a été l'Amérique latine plutôt que l'histoire du pays de ses origines paternelles. Il dit avoir ressenti un « véritable choc » lors d'un premier voyage dans ce pays, lorsqu'il a découvert que « l'histoire, (que) l'école républicaine nous enseignait sur ce conflit n'avait strictement rien à voir avec celle racontée en Algérie. J'ai tout de suite éprouvé, dit-il, le besoin d'étudier, de décrire et d'expliquer le point de vue algérien dans une perspective historique ».

Son intérêt pour cette question, celle plus largement des relations franco-algériennes et de leur devenir, est révélateur de la rencontre – souvent subreptice ou manifestée à l'occasion de ré-interrogations à partir de retours de mémoires mis sur agenda médiatique – de nombre de jeunes Français et Franco-Algériens avec l'histoire de la guerre d'Algérie.

La prise de conscience des apories de cet entre-deux se fait pour lui au contact de militants de la première génération impliqués dans le combat indépendantiste algérien. C'est dans la rencontre avec Bruno Étienne, dont la personnalité autant que les enseignements vont marquer nombre de jeunes étudiants, que l'intérêt et l'attention du jeune Alcaraz sont éveillés. Plus encore, ses lectures, notamment celle de l'ouvrage *La gangrène et l'oubli* de Benjamin Stora qui sera son directeur de thèse, ainsi que les travaux de Pierre Nora sur les lieux de mémoire, de Henry Rousso sensible aux retours de mémoire, aux processus d'amnésie collective, à la mondialisation de la mémoire et à l'histoire comparée des mémoires et également les travaux du philosophe Paul Ricœur sur « la juste mémoire », le confortent dans ses choix et sa volonté de comprendre et d'éclairer la spécificité des rapports franco-algériens.

À cet égard, il peut être associé à cette nouvelle génération des historiens de la guerre d'Algérie qui cherchent à prendre en compte la pluralité des points de vue et les différents régimes « de vérité historique ». J'ai d'ailleurs eu le plaisir de co-diriger un certain nombre de travaux de ces jeunes historiens dans un ouvrage paru également chez Karthala en 2015, *La guerre d'Algérie revisitée* qui faisait suite à un colloque organisé à l'université Paris VIII dont j'ai été l'organisateur en tant que directeur du laboratoire Maghreb-Europe.

La recherche d'Emmanuel Alcaraz, qui rend ici accessible son travail de thèse, tranche par son caractère novateur, voire transgressif, celui à la fois distancié d'un récit familial, récit dominant du point de vue de ceux

définis comme « rapatriés », que l'on peut globalement qualifier non pas de sudiste mais de « nostalgérique », mais aussi dans une perspective de déconstruction de l'extérieur de la mémoire proprement algérienne de la guerre et plus loin de l'entreprise politique nationaliste d'imposer une mémoire lissée, exclusiviste et moniste de la période.

Nous avons là une approche analytique critique des modalités de construction proprement nationalistes du récit collectif légitimé de l'Algérie contemporaine, approche qui propose une périodisation de l'histoire de la mémoire de la guerre d'indépendance en fonction d'un certain nombre de lieux de mémoire étudiés. La périodisation justifie les lieux de mémoire choisis, qui sont autant des lieux d'histoire où se sont déroulés des événements du conflit que des constructions *ex nihilo*, et vice-versa. Il ne s'agissait pas de réaliser « un jeu de l'oie » de l'identité nationale algérienne, pour reprendre une expression d'Henry Roussio, en privilégiant des lieux faisant consensus dans la mémoire algérienne, mais de prendre également en compte des lieux suscitant des polémiques, des débats, voire des conflits, des lieux où la contestation du récit hégémonique sur la guerre d'indépendance peut être mise en scène.

L'histoire des monuments aux martyrs algériens de 1962 à nos jours permet au lecteur d'avoir un panorama des reconstructions de l'histoire *a posteriori* mais aussi des mémoires locales des régions algériennes souvent associées au culte des héros nationaux tout en proposant une contextualisation utile sur l'histoire des cadres politiques, sociétaux et culturels de la société algérienne.

Après avoir expliqué la gestion de la mémoire sous Ben Bella, l'auteur s'attache à rendre compte des lieux centraux de mise en scène de la « mémoire nationale de la guerre », voire de la nation. Il décline ainsi les lieux concrets physiques et symboliques où se sont déroulés des faits historiques majeurs. Il retrace l'histoire du premier Musée national du *mujâhid* dans les années 1970 qui devait se trouver dans la prison Barberousse/Serkadji dans la *Casbah* d'Alger, un haut lieu de la lutte politique menée par les détenus du FLN et un lieu de mémoire des exécutions des condamnés à mort du FLN à l'époque où le pouvoir colonial utilisait la guillotine comme arme de guerre pour écraser l'insurrection de novembre 54.

Rendant compte de la place du Musée central de l'armée à *Riadh El Feth*, véritable complexe mémoriel au cœur « de la guerre des mémoires entre la France et l'Algérie », lieu central des commémorations algériennes, il traite de ce qui pouvait être dans le moment de sa réalisation, un saut qualitatif, les ouvertures mémorielles du régime de Chadli.

L'approche développée sur Ifri Ouzellaguen, lieu où s'est tenu le Congrès de la Soummam, Le 20 août 1956, intégrant les effets du Printemps berbère de 1980, lui permet de rendre compte des luttes politiques et mémorielles autour de ce lieu de mémoire. Les mémoires contestataires sont traitées dans cette perspective en prenant en considération les différents « protagonistes » du mouvement berbère, militants identitaires et « acteurs » pour une citoyenneté active.

L'auteur achève sa périodisation par l'étude d'El Djorf, le lieu de mémoire d'une bataille livrée par l'ALN/FLN dans les Nemenchas en 1955, célébrée par le régime du président Bouteflika et dont on voit aujourd'hui à travers de nouveaux témoignages qu'elle fait également dissensus sur les conditions qui ont prévalu dans sa mise en œuvre du côté nationaliste. L'auteur, en ayant recours aux archives militaires françaises et aux sources algériennes, apporte ici un démenti au point de vue de l'armée française et de certains historiens nationalistes français qui affirment qu'il n'existe, à l'exception de la bataille d'Alger, qu'une seule bataille lors de la guerre d'Algérie : la bataille des frontières. La guerre d'Algérie n'a pas été qu'une lutte politique et diplomatique remportée par le Front de libération nationale, mais bel et bien un conflit armé non conventionnel entre une armée coloniale moderne bénéficiant du soutien de l'OTAN et une guérilla indépendantiste qui n'a jamais été totalement annihilée même après le rouleau compresseur des opérations Challe en 1959, car, de plus en plus enracinée dans le peuple, elle bénéficiait de nombreux appuis internationaux dans le monde arabe, dans les pays de l'Est et dans la Chine communiste. Il pose néanmoins, à travers la mise en évidence de ce lieu d'une bataille mythique, la question de la mémoire des dissidences au sein de l'ALN dans les Aurès, à la suite de l'exécution de plusieurs chefs de cette bataille et du passage de l'un d'eux – Adjoul-Adjoul – dans le camp français. Elle permet de soumettre à la critique historique le mythe de l'unitarisme transcendant les appartenances régionales à travers la question des luttes internes au sein du FLN.

L'ouvrage, dans le même temps qu'il analyse de manière probante comment s'est construite une représentation officielle, expurgée, mythifiée de la mémoire, montre comment ces différents lieux de mémoire étudiés manifestent d'autres formes de réappropriations, de revendications latentes, manifestes ou en devenir, qui expriment d'autres représentations, d'autres visions portées par de nouvelles générations. S'il montre comment le transfert du culte mémoriel de la Grande guerre du temps de l'Algérie coloniale a été adapté aux nouveaux codes en vigueur dans l'Algérie indépendante avec en tout premier lieu le culte des héros nationaux de la guerre de libération dont le premier est « le peuple » perçu

comme abstraction, il met bien en exergue les tensions identitaires et régionalistes suscitées par le culte sélectif des martyrs et des *mujâhidîn*.

L'analyse développée ici n'est en rien manichéenne, univoque ou linéaire et au-delà de l'axe central qui court tout au long de l'ouvrage, elle montre bien comment les lieux de mémoire et plus largement la construction officielle de la mémoire de la guerre participent au processus de légitimation du pouvoir algérien représenté par les catégories supposées avoir été au premier rang de la lutte contre la domination coloniale. Ce faisant, elle déconstruit cette représentation tout à fait enracinée dans la *doxa* algérienne en allant au-delà du monolithisme apparent de ce pouvoir, en spécifiant les intérêts de ses différents acteurs et composantes sociales. L'auteur montre bien comment cette mémoire évolue et est revendiquée au gré des conjonctures, des rapports de force, des institutions – ministère des *mujâhidîn*, Organisation nationale des *mujâhidîn*, Associations des enfants de *chuhadâ*, etc.) sans que sa gestion centralisée et ses fondements unanimistes soient fondamentalement remis en cause.

S'appuyant sur des techniques d'enquête et une quantité énorme de sources d'origines diverses parfois difficilement accessibles (archives écrites au service historique des Armées, archives de la justice à Fontainebleau, décrets et lois sur les monuments, sépultures et cimetières en Algérie, archives des musées d'Alger, archives de terrain avec l'observation de très nombreuses commémorations caractérisées par des rites, rituels et liturgies politiques spécifiques, entretiens effectués en Algérie auprès d'hommes politiques, de hauts-fonctionnaires, de militaires, d'intellectuels, d'artistes et de citoyens engagés dans diverses associations), il analyse de manière très fine, les rites, les codes sociaux, les modalités de prise en charge et les enjeux d'appropriation passés et présents de cette mémoire à travers les avancées contestataires, les dissonances, les ouvertures, les *aggiornamentos* qui prévalent dans une remise en cause progressive, sous les coups des luttes sociales et politiques, de l'hégémonie d'une mémoire de la guerre sinon préfabriquée du moins mythifiée et lissée, fonctionnant au bénéfice des tenants du pouvoir. On apprécie à ce titre les développements qui montrent ce que doivent les luttes actuelles à ces contestations, à ces fissures dans l'unanimité imposé par le haut et ceci tant du point de vue de leurs présupposés, de leurs avancées que de leurs limites objectives. À cet égard, le cimetière d'El Alia où sont enterrés les présidents algériens et de nombreux chefs historiques du FLN, qui a été le lieu emblématique de « l'enterrement » au sens propre et figuré des conflits entre dirigeants de la lutte d'indépendance, est aujourd'hui investi par des catégories sociales oppositionnelles pour des commémorations contestataires.

Rien n'est négligé dans la prise en compte des évolutions et transformations même infimes de cette mémoire formellement figée, sous l'effet des différents mouvements sociaux qui ont jalonné la post-indépendance : mouvement du Printemps berbère, ébranlement d'octobre 88, mouvement dit du « Printemps arabe ». Les mémoires dissidentes, les témoignages écrits et oraux des témoins de la guerre d'indépendance qui deviennent de plus en plus nombreux, entrent en interaction avec cette mémoire nationale prédéfinie, et participent à sa transformation en lien avec les dynamiques sociétales. Certaines institutions et certaines associations, proches du pouvoir, jouent à cet égard un rôle clé dans la gestion de la mémoire nationale en exerçant une fonction de surveillance. Parmi celles-ci, il faut mentionner le rôle fondamental du ministère des anciens *mujâhidîn* devenu ministère des *mujâhidîn* en 1977 et de l'Organisation nationale des *mujâhidîn*, ainsi que l'association des enfants de *chuhadâ* (martyrs de la guerre), qui constituent les gardiens de cette mémoire.

À chaque fois sont soulignées dans l'ouvrage les modalités par lesquelles le pouvoir met en place ses contrefeux par retour et appel aux fondamentaux immuables incrustés dans le marbre d'une histoire exclusiviste garante de la défense du nous opposé aux autres, à tous ceux qui contestent sa légitimité politique. La gestion de la mémoire sous « la guerre civile » dans les années 1990 s'affirme ainsi à travers des réponses du pouvoir consistant à mobiliser les ressources historiques de la lutte passée et à multiplier l'appel à ses référents notamment par l'érection de stèles et la construction de mémoriaux pour opérer une recharge sacrale aux fondements de sa légitimité historique revendiquée.

Les contestations nées des derniers mouvements sociaux sont également immuablement récusées comme des ingérences extérieures – la faute ou le complot étranger – et les réponses apportées sont toujours fondées principalement sur les menaces des « nostalgiques du temps colonial » ou de leurs affidés. À cet égard, l'auteur met bien en exergue ce que les effets de la situation de face à face perpétuel avec l'ancienne puissance coloniale nourrie par les actions de revivalisme « nostalgérique » du côté français (Loi du 23 février 2005, tolérance de certaines actions de réhabilitation de l'OAS), définissent et construisent comme ségrégations réciproques, consolidant les arguments d'un « nationalisme mémoriel sélectif » reposant sur l'idéologie arabo-musulmane comme socle unifiant face à l'ancien occupant. La critique de l'auteur porte ainsi sur l'ambiguïté du recours à la mémoire religieuse liée à l'idéologie arabo-musulmane et à la culture de guerre pour légitimer le régime, dont l'armée est la colonne vertébrale et un acteur politique incontournable.

À partir d'une analyse de la genèse historique du mouvement national algérien dans ses différentes composantes et des modalités de ses réappropriations actuelles des lieux de mémoire, l'ouvrage présenté ici se propose donc non pas seulement d'étudier les lieux de mémoire, mais également de retrouver dans leur affirmation dans l'espace public, dans leur mise en scène, dans leur institutionnalisation, les modes de légitimation par lesquelles celui-ci subsume ses contradictions. Et dans le même mouvement de rendre compte des tensions mémorielles, des oublis, des tabous, des contestations qui travaillent une mémoire jusque-là hégémonique. Ce faisant l'analyse va au-delà de la simple approche historique pour toucher au présent de l'Algérie. Elle touche à ce qui pourrait aider à comprendre et à éclairer les racines de la crise identitaire que vit l'Algérie et qui ne cesse de faire valoir ses effets.

Les lieux de mémoire et leurs formes d'appropriation ne sont ainsi qu'un révélateur de celle-ci. Au-delà de la crise identitaire que révèle l'étude des lieux de mémoire par la configuration des modalités de construction d'une mémoire sélective et exclusive à travers des identifications définies par le haut, l'approche met à jour les difficultés à élaborer une définition de la citoyenneté algérienne et de l'identité nationale inclusives, acceptables par toutes les composantes de la société algérienne et qui prend en compte les exigences des nouvelles générations.

Un des importants apports de l'ouvrage d'Emmanuel Alcaraz est d'avoir compris, à la manière de Philippe Contamine au sujet de la guerre de Cent Ans, qu'une guerre, même asymétrique « cela se fait à deux », et que l'enjeu majeur pour parvenir à un apaisement du contentieux mémoriel entre la France et l'Algérie est d'écrire une histoire de la mémoire de la guerre d'Algérie en prenant en compte les interactions existant entre société française et société algérienne dans le cadre non pas d'une guerre des mémoires mais « d'une histoire connectée » des mémoires de la guerre d'Algérie ou encore d'« une histoire à parts égales » non exclusivement écrites avec des sources franco-centrées pour reprendre l'expression du politologue Romain Bertrand dont les premiers travaux sur l'Indonésie ont été publiés chez Karthala. Cette nouvelle historiographie est encore peu présente en France même si Sanjay Subrahmanyam (un spécialiste de Vasco de Gama et de l'empire portugais en Asie), l'historien indien qui en est un représentant reconnu, a obtenu une chaire au collège de France. La recherche appelle ainsi à des gestes de dépassement de « l'antagonisme des mémoires », voire « d'une guerre de mémoires », toujours présente, vers des « mémoires partagées ». Elle appelle à des approfondissements de recherches historiques communes, à ce que des deux côtés de la Méditerranée, les jeunes gén-

rations se saisissent de cette histoire pour l'objectiver. Plus encore du côté algérien où la lutte du peuple algérien au-delà de toutes les contradictions, de tous les avatars, de tous les tabous, n'a pas besoin, dans sa grandeur et sa contribution au mouvement d'émancipation des peuples coloniaux, de rester prisonnière des intérêts catégoriels d'une classe politique vieillissante, arc-boutée sur des référents monistes et exclusifs légitimant une domination et des enfermements d'un autre temps – hiatus partagé par peu de pays aujourd'hui – à destination d'un pays jeune et pluriel.

Aïssa KADRI,
professeur émérite à l'université Paris VIII

Introduction

En Algérie, existe une « boulimie commémorative¹ », au sujet de la guerre d'indépendance algérienne. Ce concept assez neutre est utilisé pour nommer ce qui est appelé en France la guerre d'Algérie, officiellement depuis le vote de l'Assemblée nationale en France en 1999. Il est préféré aux notions de « guerre de libération nationale » et de « révolution algérienne » utilisées en Algérie. Cette dernière, *thawra* en arabe, ne s'arrête pas dans le roman national algérien en 1962. Elle se poursuit sous la forme d'une « révolution politique » avec le soutien aux peuples encore colonisés, d'une « révolution économique » avec la politique de nationalisations des hydrocarbures et d'une « révolution culturelle² » avec la politique d'arabisation. Dans les années 1960 et 1970, Alger est « la Mecque des révolutionnaires » qui sont fascinés par la lutte anticoloniale remportée par les Algériens. La « révolution algérienne » s'arrête à partir du moment où le président Chadli commence à libéraliser l'économie algérienne dans les années 1980, même si ces réformes n'ont pas atteint la portée de la politique d'*infitah* (ouverture en arabe littéraire) mise en œuvre par le président Anouar El-Sadate en Égypte dans les années 1970. Dans tous les cas, en Algérie, il n'y a pas un jour qui ne s'écoule sans la publication d'un témoignage d'un *mujâhid* dans un journal, sans une commémoration de ce conflit ou encore sans son évocation à la télévision algérienne. Le *mujâhid* (pluriel *mujâhidîn*) est le combattant musulman qui mène un *djihâd*, une guerre sainte. Il s'agit du terme, employé par les Algériens, pour désigner les combattants ayant lutté contre le colonialisme pendant la guerre d'indépendance pour refaire de leur pays une terre

-
1. Pierre Nora, « L'ère de la commémoration », *Les lieux de mémoire*, tome III, Paris, Robert Laffont, 1997.
 2. Ahmed Taleb Ibrahimi, *De la décolonisation à la révolution culturelle (1962-1972)*, Alger, Société nationale d'édition et de diffusion, 1981.

musulmane. Ce terme avec cette orthographe est employé tout au long de ce travail. En faisant référence au célèbre journal du FLN, d'autres historiens préfèrent l'écrire *moudjahid*, qui serait une notion davantage laïque faisant allusion au combat sacré pour « libérer » la patrie. L'orthographe, employée ici, ne limite pas l'emploi du mot à sa conception traditionnelle et intègre la notion de nationalisme, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à avoir leur État indépendant et à défendre une identité menacée par la colonisation. En arabe, cette distinction n'existe pas. Il faut se référer au contexte pour savoir si l'auteur emploie le terme dans un sens laïc ou traditionnel.

Le temps en Algérie s'écoule au rythme du calendrier musulman, mais aussi des fêtes nationales et des journées nationales commémorant la guerre d'indépendance. La mémoire de ce conflit fait partie du paysage visuel algérien. Depuis 1962, les monuments aux martyrs sont présents dans toutes les villes et les villages algériens. Ils occupent une place comparable à nos monuments de la Première Guerre mondiale. Toutes les villes d'une certaine importance possèdent leur musée du *mujâhid*. Les noms des voies publiques portent très souvent celui d'un héros de la guerre d'indépendance ou du mouvement national ainsi que les noms des aéroports qui accueillent les étrangers en Algérie (Messali Hadj à Tlemcen, Ben Bella à Oran, Mostefa Ben Boulaïd à Batna, Mohammed Boudiaf à Constantine et Abane Ramdane à Bejaïa), ce qui contribue à « la mondialisation de la mémoire ».

L'omniprésence dans l'espace algérien de la mémoire de ce conflit permet de faire appel à l'approche des lieux de mémoire³, des unités matérielles et symboliques permettant de conserver les traces du passé d'une société. Elle a été marquée en France par le travail collectif réalisé sous la direction de Pierre Nora⁴, et a été exportée en dehors de l'Europe de l'Ouest et de l'Amérique du Nord⁵. Dans la colonie de peuplement algérienne, les lieux de mémoire de la nation française ont été importés par la colonisation, ne serait-ce que les monuments aux morts de la Première Guerre mondiale, même s'ils ont fait l'objet d'un rejet de la part de la population algérienne. Sur les monuments aux morts de l'époque coloniale, le nom des combattants algériens ayant combattu pour la France

-
3. Patrick Garcia, « Les lieux de mémoire : une poétique de la mémoire », *Espace temps*, 74/75, 2000, « Transmettre aujourd'hui, retour vers le futur », p. 122-142.
 4. Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire* (3 tomes), Paris, Gallimard, 1997.
 5. Georges Nivat (dir.), *Les sites de la mémoire russe* (3 tomes), Paris, Fayard, 2007 ; Nadine Picaudou (dir.), *Territoires palestiniens de mémoire*, Paris, Karthala, 2006 ; Jean-Louis Triaud, Jean-Pierre Chrétien (dir.), *Histoire d'Afrique, les enjeux de mémoire*, Paris, Karthala, 1999.

était souvent absent. Si dresser un inventaire des lieux de mémoire est tout à fait possible en Algérie et est une démarche heuristique pour étudier la mémoire de la guerre d'indépendance algérienne, par contre, la démarche des lieux de mémoire, l'écriture d'une histoire symbolique de la nation algérienne, est complexe parce que les Algériens, après l'indépendance, n'entretiennent pas la même relation que les Français avec l'histoire et avec le patrimoine. En Algérie, aujourd'hui, il n'existe pas les mêmes institutions qu'en France pour écrire l'histoire et pour transmettre la mémoire. Néanmoins, l'idée de lieu de mémoire a été acclimatée dès l'indépendance à la culture locale par le pouvoir algérien. En France, la nation précède les lieux de mémoire. En Algérie, les lieux de mémoire sont antérieurs à la construction d'un sentiment national et en seraient peut-être des éléments fondateurs. En effet, après 1962, les lieux de mémoire de la guerre d'indépendance algérienne permettent de structurer un imaginaire national dans une société ébranlée par la colonisation, par les deuils suscités par les violences de guerre et par l'exode rural massif entraînant une urbanisation accélérée. L'État-nation algérien doit consolider sa légitimité encore fragile en 1962 à cause du poids des solidarités communautaires. Toutefois, la fabrication d'une mémoire nationale n'était pas la priorité et était sujet à des tabous pour ne pas raviver des divisions entre les dirigeants de la rébellion algérienne. Dès l'été 1962, le pays connaît une guerre civile et une instabilité politique qui va durer plusieurs années. En dépit de ce choix de l'oubli organisé, il n'y a pas consensus sur un projet de société et sur une définition de la citoyenneté, ce qui nuit à la légitimité de l'État algérien, le *beylik*, souvent perçu par la population comme un organisme prédateur.

Les lieux de mémoire de la guerre d'indépendance, le pouvoir et le nationalisme algérien

Il existe des milliers de lieux de mémoire de la guerre d'indépendance en Algérie. Les étudier tous de manière exhaustive est impossible. Il faut faire des choix et les justifier. Il faut voir comment les lieux de mémoire importés ont été adaptés aux traditions culturelles locales. Il s'agit de revisiter l'identité nationale algérienne pour mettre à jour les différents syncrétismes culturels.

Comment est opérée une reconstruction de l'histoire *a posteriori* par les acteurs politiques et sociaux dans ces lieux de mémoire nécessaires au

pouvoir, à la société et à la construction du nationalisme algérien ? Ces usages du passé sont révélateurs des éléments de permanence et des évolutions des cadres idéologiques, politiques et sociétaux de l'Algérie contemporaine de l'indépendance à nos jours. Il s'agit de s'intéresser aux liens entre ces lieux et les modes de légitimation du pouvoir algérien, point d'aboutissement et maître d'œuvre du nationalisme algérien. Les commémorations organisées dans ces lieux avec leurs rituels sont particulièrement importantes pour le pouvoir qui peut mettre en scène sa légitimité⁶ en tant qu'héritier des combattants qui ont mené la lutte pour l'indépendance de l'Algérie. Cette étude analyse également la relation entre les lieux de mémoire et la transmission du pouvoir, les dirigeants algériens, même s'ils n'ont pas vécu la guerre d'indépendance, se présentant comme les héritiers des *mujâhidîn* et les descendants des martyrs, les *chuhadâ*.

Il faut aussi étudier les familles du nationalisme algérien mises en scène dans ces lieux et celles qui sont peu mises en valeur voire oubliées, ce qui permet d'étudier la représentation idéalisée de la communauté nationale dans les lieux de mémoire. Il s'agit également de voir quelle conception du peuple algérien est mise en scène. Parmi ces familles de pensée, il faut mentionner le courant réformateur ou le culturalisme arabo-musulman dont la figure tutélaire est Ben Badis⁷ (1889-1940), le populisme messaliste arabo-musulman tronqué par le pouvoir après l'indépendance pour donner naissance à « un sultanisme populaire⁸ » sous Boumediène, le communisme algérien⁹ aujourd'hui divisé qui a eu des difficultés à penser le nationalisme en se considérant comme un parti de classe défendant tous les opprimés quelle que soit leur origine, le républicanisme libéral musulman de l'UDMA de Ferhat Abbas (1899-1985), premier président du GPRA, et le mouvement culturel berbère. Adhérant à une conception plurielle de la nation algérienne en rejetant le strict unitarisme arabo-musulman, il est devenu un acteur de premier plan suite

6. Georges Balandier, *Le pouvoir sur scène*, Paris, Fayard, 2006.

7. Ali Merad, *Le réformisme algérien de 1925 à 1940*, La Haye, Mouton, 1967 ; James Mac Dougall, « Abdelhamid Ben Badis et l'association des oulémas », Abderrahmane Bouchène, Jean-Pierre Peyroulou, Ouanassa Siari-Tengour, Sylvie Thénault (dir.), *Histoire de l'Algérie coloniale*, Paris, La Découverte/Barzakh, 2012.

8. Jean Leca, Yves Schemeil, « Clientélisme et patrimonialisme dans le monde arabe », *International political review*, vol. 4, n° 14, Political clientelism and comparative perspectives, 1983, p. 480.

9. Emmanuel Sivan, *Communisme et nationalisme en Algérie*, Paris, Presses de la FNSP, 1976.

au Printemps berbère en 1980 et dans le contexte du Printemps noir en 2001. Bien sûr, il existe des transversalités entre les acteurs de ces courants de pensée. Il n'y a pas en Algérie aujourd'hui un consensus autour de valeurs centrales de cohésion d'où des luttes entre les héritiers de ces différents courants de pensée, acteurs du pouvoir et de l'opposition, qui sont visibles dans les lieux de mémoire et qui sont révélateurs de la crise identitaire de la société algérienne.

Une historiographie algérienne caractérisée par des sensibilités d'écriture différentes

Les lieux de mémoire algériens portent les traces de ces divergences dans un pays où la nation algérienne s'est surtout construite en luttant contre le colonialisme. L'historiographie algérienne, influencée par le culturalisme arabo-musulman, n'est pas d'accord avec ce point. Il existe deux grandes sensibilités d'écriture de l'histoire. Le chef de file du premier courant est Abu Al Qasim Saadallah (1930-2013). Il a été fortement marqué par le courant réformateur algérien et a plutôt tendance à nuancer les luttes internes chez les nationalistes algériens. Il considère que le *djihad* est la source primordiale de ce nationalisme. Selon Saadallah¹⁰, le processus de construction de la nation algérienne s'est achevé au moment de la lutte d'Abdelkader contre les Français. Cette vision du fait national algérien n'est pas partagée par une autre sensibilité d'écriture plus critique dont le précurseur est Mohammed Harbi, ancien dirigeant de la Fédération de France du FLN emprisonné sous Boumediène. Pour lui, la résistance à la colonisation, mais aussi l'émigration algérienne ont joué un rôle décisif dans la fabrique de la nation algérienne. Il a porté un regard non apologétique sur le FLN. Pour Mohammed Harbi, le nationalisme algérien n'est qu'« un patriotisme sans construction de la citoyenneté ». Il n'est qu'un lien de soumission et d'allégeance des individus à l'État. Il est également l'assurance que les solidarités communautaires ne l'emportent pas sur l'attachement à l'État. Pour lui, « l'Algérie est une vaste commune mixte » où les dirigeants cumulent les pouvoirs du fonctionnaire colonial et du chef communautaire. Ils ne

10. Entretien avec Abu Al Qasim Saadallah, Alger, le 8 juillet 2008. Il faut se référer à Abu Al Qasim Saadallah, *Histoire culturelle de l'Algérie* (9 tomes), Beyrouth, Dâr Gharb al Islami, 2000 (en arabe).

cherchent qu'à contrôler l'État et non à refonder la société. Ils ne veulent pas ouvrir le débat démocratique. Pour lui, ce sont essentiellement des étatistes qui fondent leur légitimité sur « le résistancialisme anticolonialiste¹¹ ». Ils ont cherché à nationaliser la religion en faisant appel à l'idéologie arabo-musulmane et à sacraliser la nation en transférant des réflexes et des rites d'adoration du sacré communautaire au profit du sentiment national dans le seul but d'obtenir l'obéissance des gouvernés. À la limite, il existerait une troisième sensibilité, faisant la synthèse entre les deux courants. Elle est à la fois influencée par le culturalisme arabo-musulman et utilise certaines approches du deuxième courant. Mohammed El Korso, Hassan Remaoun et Fouad Soufi, le directeur des Archives nationales, sont des représentants de ce troisième courant qui pourrait être désigné sous le terme de sensibilité d'écriture mixte. Enfin, émerge ces dernières années une nouvelle génération de jeunes historiens¹² en Algérie et en France qui préfère les monographies et privilégie une approche pluridisciplinaire par rapport aux grands récits favorisés par leurs aînés.

En dehors de ces courants d'historiens-professionnels, les acteurs qui ont donné la production la plus importante, à la fois écrite et orale, sont les *mujâhidîn* dont le témoignage est sacralisé en Algérie. Dans les années 1980, les séminaires sur l'écriture de l'histoire, organisés par le pouvoir algérien, leur ont donné un statut quasi scientifique. Lors de chaque colloque sur la guerre d'indépendance organisé en Algérie, ils sont invités pour délivrer leur récit. Dans certains cas, ces mémoires individuelles publicisées en interrelation contribuent à instituer des lieux de la mémoire collective dans le roman national algérien, aussi bien des lieux physiques, que des symboles, des événements comme les batailles et des personnages historiques.

Les lieux de mémoire révélateurs de la crise identitaire du peuple algérien à travers l'étude de la surenchère nationaliste ?

Ce travail ne se limite pas à une somme d'études de cas des lieux de mémoire de la guerre d'indépendance. Il propose une périodisation de

11. Gilbert Meynier, « Problématique historique de la nation algérienne », *Naqd*, 14/15.

12. Aïssa Kadri, Moula Bouaziz, Tramor Quemeneur (dir.), *La guerre d'Algérie revisitée*, Paris, Karthala, 2015.

l'histoire de la mémoire de la guerre de libération algérienne de 1962 à nos jours à travers le choix des lieux de mémoire étudiés pour réfléchir sur l'hypernationalisme algérien. Les atrocités de la conquête de l'Algérie de 1830 à 1870, la spoliation des terres, la répression du 8 mai 1945 et la violence de la guerre d'indépendance permettent-elles à elles seules d'expliquer la surenchère nationaliste du pouvoir algérien, pulsion existant d'ailleurs dans l'ensemble de la société ?

Dans quelle mesure les lieux de mémoire étudiés, mais aussi les oublis¹³, volontaires ou involontaires, illustrent-ils la crise identitaire du peuple algérien, la difficulté à élaborer une définition de la citoyenneté algérienne et de l'identité nationale acceptable par les différentes composantes de la société ? L'algérianité ne peut se résumer en une formule toute simple. Le multiculturalisme caractérise avant tout l'identité nationale algérienne qui est arabe, berbère, musulmane mais aussi africaine. Or, cette richesse est souvent niée dans les lieux de mémoire officiels de la guerre d'indépendance. Le pouvoir algérien a hérité de la conception jacobine une et indivisible de la nation des Français, renforcée par l'adhésion à l'unitarisme arabo-musulman. En dépit de ce déni, un Algérien peut parler une langue berbère, l'arabe littéraire, l'arabe algérien et le français. Ces quatre langues reflètent une histoire plus ou moins assumée dans l'épopée nationale algérienne. Il est intéressant d'étudier la place réservée à ces langues dans les lieux de mémoire. Point de convergence, toutes les familles politiques se réfèrent au 1^{er} novembre 1954, y compris les islamistes. Cette date, qui est, à elle seule, un lieu de mémoire, est la matrice commune de la société algérienne. Toutefois, elles n'ont pas forcément la même interprétation de l'événement et ces divergences se cristallisent lors des commémorations.

La surenchère nationaliste liée à la guerre d'Algérie est-elle une expression de cette crise identitaire ? La colonisation a déstructuré la société algérienne et a peut-être nui à un processus endogène de construction nationale. Pour exister, la nation algérienne aurait toujours besoin de se référer à son mythe fondateur, le combat mené contre le colonialisme, lutte idéalisée dans la mythologie nationale algérienne. La surenchère nationaliste serait la trace la plus marquante laissée par la colonisation dans les mémoires de la guerre d'indépendance. Elle serait le référentiel de légitimation ultime pour faire appel à l'unité nationale lors

13. Benjamin Stora, *La gangrène et l'oubli*, Paris, La Découverte, 1992. Sur la notion d'oubli, il faut également se référer à Henry Rousso, *Le syndrome de Vichy* (1944-1987), Paris, Le Seuil, 1987 et à Nicole Loraux, *La cité divisée. L'oubli dans la mémoire d'Athènes*, Paris, Payot, 1987.

des crises politiques à l'instar de la guerre civile des années 1990. Elle utilise des modes de raisonnement de la pensée coloniale à savoir la réification et l'essentialisme. Les acteurs du conflit sont réduits à un rôle immuable et des schémas d'explication déterministe sont privilégiés. Les Européens d'Algérie sont rabaissés au statut de colons, exploiters du peuple algérien, mis à part quelques exceptions ayant soutenu la lutte du FLN. Les Algériens sont tous assimilés aux colonisés et aux exploités en oubliant que 130 années de colonisation n'ont pu se passer sans que des liens, certes inégaux, et des connivences ne se tissent entre Européens et Algériens musulmans dans une société coloniale duale et plurale. Comment est-il possible d'expliquer le surinvestissement du nationalisme mémoriel officiel dans l'identité arabo-musulmane ? Il s'agit de montrer que, paradoxalement, le nationalisme algérien est à la fois influencé par des conceptions politiques importées d'Europe à travers l'adoption du modèle de l'État-nation et par le culturalisme arabo-musulman, ce qui aboutit à une forme *sui generis*. Existe-t-il une place dans le roman national pour le nationalisme laïc incarné par le principal inspirateur du congrès de la Soummam Abane Ramdane avec une telle insistance sur l'unitarisme arabo-musulman ?

L'articulation entre les croyances officielles dans la mémoire nationale et les croyances contestataires doit être étudiée.

Peut-on parler d'une mémoire officielle et d'une mémoire dissidente de la guerre d'indépendance ?

Il s'agit de voir s'il existe une mémoire officielle et une mémoire dissidente de la guerre d'indépendance algérienne. Il faut déconstruire les mémoires en montrant qu'elles sont le produit de l'association entre des croyances, des symboles et des mythes, mis en scène dans des lieux de mémoire, appartenant à des registres idéologiques différents. Il faut les soumettre à la critique historique en tentant à chaque fois de revenir à des faits établis, ce qui est encore loin d'être acquis pour l'histoire de la guerre d'Algérie. Pour les détenteurs du pouvoir en Algérie et pour les organisations affiliées, la mémoire officielle désignerait l'ensemble des croyances officielles concernant la guerre d'indépendance algérienne. Le

politologue Bruno Étienne, l'historien algérien Daho Djerbal¹⁴ croient en l'existence d'une mémoire officielle de la guerre d'indépendance. Elle aurait permis au pouvoir algérien de mettre en œuvre des stratégies de légitimation. Par contre, d'autres universitaires critiquent fortement cette hypothèse. Omar Carlier et James Mac Dougall¹⁵ entrent dans cette catégorie. Ils préfèrent plutôt parler de « bricolage idéologique ». Peut-être veulent-ils dire que la mémoire de la guerre d'indépendance a été falsifiée ? La mémoire nationale algérienne ne peut être assimilée à la propagande de l'État totalitaire stalinien. Il y a certes des points de ressemblance, notamment à travers le rôle des *mukhabarât*, les services de renseignement, dans la société algérienne. Mais, ce n'est pas suffisant pour employer une telle caractérisation. La gestion de la mémoire en Algérie ne relève pas uniquement d'un calcul stratégique de la part du pouvoir. Il faut prendre en compte les cadres culturels de la société mais aussi les adhésions partisans pour étudier les processus de mémorialisation. À l'indépendance, la fabrication du roman national algérien n'est pas une priorité. Même lorsque Boumediene lance « la campagne de récupération des Archives nationales », aucune ligne officielle, en ce qui concerne la gestion de la mémoire, n'est fixée par le président et des idéologues. L'Algérie sort d'une guerre d'indépendance et d'une guerre civile. Le développement est la priorité. Au lieu de parler de mémoire officielle, ne serait-il pas plutôt pertinent de parler d'« une gestion quotidienne de la mémoire nationale » en sachant que le pouvoir n'est pas le seul à participer à son élaboration ? Le concept de mémoire nationale permet de sortir de l'opposition stricte société/pouvoir. En dépit de cette formulation prudente, il est évident que des croyances officielles, des tabous, des oublis et des falsifications de l'histoire ont existé. Dès les années 1970, l'État revendique le monopole de la gestion de la mémoire de la guerre d'indépendance. Sous Boumediene, le travail de récupération des Archives nationales n'est pas dénué de préoccupations scientifiques. Néanmoins, cette gestion de la mémoire est sous surveillance¹⁶. L'accès aux archives sur la guerre d'indépendance est très limité. Les Archives nationales sont surtout constituées par celles du GPRA à partir de 1958, la lutte menée par le FLN étant clandestine et laissant peu de trace écrite. Les acteurs privés hésitent à les verser à l'État. Les archives régionales publiques et privées semblent plus riches. À partir de la fin des années 1980,

14. Entretien avec Daho Djerbal, Alger, juillet 2007.

15. Entretien avec James Mac Dougall, Paris, avril 2008.

16. Marc Ferro, *L'histoire sous surveillance : science et conscience de l'histoire*, Paris, Calmann-Lévy, 1985.

suite à la libéralisation partielle de la société algérienne, bon nombre des témoignages individuels publiés dérogent aux croyances officielles et contribuent à des ouvertures de la part du pouvoir. Cette mémoire collective, « produit de l'interrelation des mémoires individuelles¹⁷ », institue de nombreux lieux de mémoire en dehors des cadres officiels, poussant le pouvoir à se positionner par rapport à eux. Ces publications sont nombreuses, mais leur diffusion demeure limitée. La liberté partielle d'association en 1990 a entraîné la multiplication des acteurs appartenant à la « famille révolutionnaire » intervenant dans le champ mémoriel en exprimant un autre point de vue que les anciennes organisations uniques : des associations ou encore des fondations, représentant des groupements d'intérêt divers (anciens de la Fédération de France du FLN, anciens condamnés à mort, enfants de *chuhadâ*, etc.). La guerre civile des années 1990 a été une cause importante du retard pris dans la consolidation de la politique de la mémoire bien que des avancées aient été enregistrées sous la présidence de Bouteflika dans les années 2000 avec la multiplication des musées régionaux. Néanmoins, en dehors de la gestion de la mémoire par le pouvoir algérien, il est indéniable que la population algérienne éprouve un profond respect pour les combattants morts pour l'indépendance de leur pays. Grâce au nouveau cadre légal de 1990, les associations mémorielles autonomes par rapport à l'État, en Kabylie et dans les Aurès, se sont multipliées. Par ailleurs, dans une perspective synchronique, il existe des différences dans la mise en scène de la mémoire nationale entre les différents lieux de mémoire gérés par le pouvoir. Dans une perspective diachronique, elle serait un bloc en constante redéfinition en fonction des évolutions des cadres de la société algérienne. Au sein du pouvoir algérien, existent plusieurs groupes mémoriels concurrents œuvrant à sa réécriture, notamment au sein de l'Armée nationale populaire. Ils n'ont pas la même interprétation de la guerre d'indépendance. La mémoire des officiers DAF, les déserteurs de l'armée française, n'est pas la même que celle des officiers passés par les écoles militaires du Proche-Orient. Plus globalement, au sein du pouvoir algérien, la mémoire des anciens de l'ALN de l'intérieur n'est pas celle des vétérans de l'ALN de l'extérieur, même si certains *mujâhidîn* ont servi dans les deux. La mémoire des militants de l'OCFLN (Organisation civile du FLN), acteurs de la résistance civile, commissaires politiques, collecteurs de fonds, n'est pas celle des *mujâhidîn* ayant combattu dans la guérilla. La situation se complique

17. Roger Bastide, « Mémoire collective et sociologie du bricolage », *L'année sociologique*, 21, 1970, p. 65-108.

encore si on ajoute les mémoires régionales glorifiant certains événements et édifiant un panthéon des héros locaux.

En faveur de la thèse de l'existence d'une mémoire officielle, le chiffre du million et demi de martyrs est un de ces mythes fondateurs de l'identité nationale algérienne qui ne saurait être remis en cause par les détenteurs du pouvoir. Selon la Constitution algérienne de 1996, le président de la République prête serment sur le Coran et sur le sang du « million et demi de *chuhadâ* ». En réalité, la plupart des historiens s'accordent à fixer le nombre des victimes algériennes à moins de 500 000 morts. Toutefois, il existe une véritable « bataille des chiffres » entre la France et l'Algérie. Le démographe Kamel Kateb¹⁸ écrit à ce sujet : « Il est évident que personne, dans l'état actuel des documents fournis aux chercheurs, ne peut avancer un chiffre qui soit proche de la réalité des pertes et échapper aux manipulations politiques. » En critiquant la formule du million et demi de martyrs, il ne s'agit pas de minorer les violences commises par les Français pendant ce conflit, mais de montrer qu'une identité nationale, pour se structurer, a besoin de symboles et de mythes.

La mémoire dissidente conteste les croyances officielles. Elle est portée par des opposants au pouvoir algérien : les islamistes, les démocrates et les militants du mouvement culturel berbère. Toutefois, pour parler de mémoire dissidente, il faut d'abord prouver l'existence d'interprétations officielles d'événements de la guerre d'indépendance. Les militants du mouvement culturel berbère et les démocrates se réfèrent souvent à la mémoire dissidente du congrès de la Soummam, le premier congrès du FLN qui s'est tenu en Kabylie le 20 août 1956. Pour pouvoir employer cette expression, il faut mettre à jour une interprétation officielle de ce congrès. Au sein d'un groupe d'opposants, par exemple le mouvement culturel berbère, peuvent coexister divers sous-groupes et autant de mémoires dissidentes du même événement. Le FFS, qui était dirigé par un chef historique du FLN Aït Ahmed, n'a pas la même mémoire du congrès de la Soummam que le RCD, qui était dirigé par Saïd Sadi, et que le Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie, Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie depuis 2013, dont le militant le plus connu est Ferhat Mehenni. Ces deux derniers dirigeants n'ont pas vécu la guerre d'indépendance. Cette divergence s'explique également par leurs objectifs politiques différents. Il s'agit d'étudier le lien entre les mémoires dissidentes du congrès de la Soummam et la contestation du pouvoir militaire.

18. Kamel Kateb, *Européens, « indigènes » et juifs d'Algérie*, Paris, INED et PUF, 2001, p. 313.

Toute la question est d'étudier les liens entre les reconstructions *a posteriori* de l'histoire dans les lieux de mémoire et les modes de légitimation ou de contestation du pouvoir. Les idéologues du régime algérien, dans les années 1970 et dans les années 1980, le ministre de la Culture de Boumediène le docteur Ahmed Taleb Ibrahimi, fils du *cheykh* Bachir El Ibrahimi, le président de l'association des *'ulamâ* algériens ou encore d'Abdelhamid Mehri (1926-2012), le secrétaire général du ministère de l'Éducation nationale de 1970 à 1977 n'ont joué aucun rôle dans la gestion pratique de la mémoire. Toutefois, ils ont influencé indirectement la gestion quotidienne de la mémoire nationale en privilégiant le culturalisme arabo-musulman, et en mettant de côté d'autres courants comme ceux associés au mouvement culturel berbère. Ils ont pu également faire appel à des conceptions européennes de la nation, à des penseurs totalement étrangers à la tradition arabo-musulmane comme Ernest Renan et Fichte. Les idéologues ne sont pas les seuls acteurs ayant contribué, même indirectement, à la fabrication de la mémoire nationale. Les hommes politiques, les muséologues algériens formés par l'UNESCO et l'ICOM comme Sid Ahmed Baghli dans les années 1970, les historiens, les auteurs de manuels scolaires, les artistes ayant participé à l'élaboration des collections dans les musées comme les peintres Hocine Ziani ou Sid Ahmed Bentounes, mais aussi les médias qui se réapproprient parfois en la transformant la mémoire nationale, participent au processus complexe de son élaboration et de sa diffusion. Les mémoires dissidentes, les témoignages écrits et oraux des témoins de la guerre d'indépendance, entrent en interaction avec la mémoire nationale, et participent à sa transformation en lien avec les dynamiques sociétales. Certaines institutions et certaines associations, proches du pouvoir, ont joué un rôle clé dans la gestion de la mémoire nationale en exerçant une fonction de surveillance. Parmi les premières, il faut mentionner le ministère des anciens *mujâhidîn* devenu ministère des *mujâhidîn* en 1977 et l'Organisation nationale des *mujâhidîn*, qui ont joué un rôle fondamental et constituent les gardiens de la mémoire. Cette transformation montre que la qualification d'« ancien *mujâhid* » probablement élaborée par rapport à la notion d'ancien combattant utilisé en France, a été abandonnée pour parler simplement de *mujâhid*. Il s'agit d'une qualité qui demeure donc même après la guerre d'indépendance et qui confère à son détenteur un statut honorifique dans la société. Le régime algérien considère donc que ce groupe est constitué de ses fidèles soutiens. Les *mujâhidîn* ont bénéficié de certains avantages : licences de taxi, licences pour gérer les débits de boissons et ristournes sur l'achat de véhicules.

Dans les années 1970, le ministre des *mujâhidîn* Mahmoud Guennez et le secrétaire général de l'ONM sont issus de la paysannerie. Ils surveillent l'élaboration de la mémoire nationale en défendant les intérêts moraux et matériels des *mujâhidîn*. Si les institutions mémorielles portent atteinte à ces intérêts, ils veillent au respect des tabous par les gestionnaires de la mémoire : ne pas parler des vivants, et ne traiter que du collectif et pas des individus. Il a existé une sorte de concurrence entre le ministère des *mujâhidîn*, le ministère de la Culture et l'Armée nationale populaire pour contrôler le patrimoine de la guerre d'indépendance algérienne rassemblé pour l'essentiel dans les années 1970.

Pour répondre à ces interrogations, plusieurs lieux de mémoire de la guerre d'indépendance algérienne ont été choisis en raison de leur importance symbolique, mais également de leur référence à des dates clés de l'histoire de la mémoire de la guerre d'Algérie de 1962 à nos jours.

La périodisation de l'histoire des lieux de mémoire de 1962 à nos jours autour de trois dates clés : 1971, 1984 et 1999

De 1962 à 1971, les commémorations de la guerre d'indépendance sont plutôt spontanées et populaires. Le protocole est peu strict. L'État algérien indépendant est dans une phase de construction. La fabrication de la mémoire nationale n'est pas la priorité dans un pays en voie de développement qui a enchaîné guerre d'indépendance et guerre civile. Les choses commencent à changer à partir de 1971. Cette date correspond à l'apogée de « la révolution algérienne ». Boumediene vient de nationaliser les pipelines, les ressources en gaz naturel et 51 % des avoirs des sociétés pétrolières étrangères. Il cherche à consolider l'État algérien et s'en veut l'architecte. Dans le domaine de l'écriture de l'histoire de la guerre d'indépendance, l'Algérie a du retard par rapport à la France. La quadriologie sur la guerre d'Algérie d'Yves Courrière a été publiée en France de 1968 à 1971 et circule clandestinement en Algérie. En se fondant sur le témoignage d'opposants, notamment Krim Belkacem, l'ouvrage aborde certains points obscurs, notamment l'assassinat d'Abane Ramdane, qui est encore aujourd'hui l'objet de polémiques violentes en Algérie. Pour ne pas laisser le monopole de l'écriture de la guerre d'indépendance aux Français, le pouvoir algérien décide de prendre en charge davantage la gestion de la mémoire nationale. Les dirigeants algériens ont conscience, dix ans après l'indépendance, que les documents servant de source à

l'écriture de l'histoire, risquent de se perdre. Plusieurs institutions sont créées pour empêcher cette perte. En juin 1971, le pouvoir algérien crée un fonds des Archives nationales, nécessaire pour construire un État. La même année est fondée le CNEH¹⁹ (Centre national des études historiques). Le premier directeur de cette institution, rattachée au ministère de l'Intérieur, était Mostefa Lacheraf, ministre de l'Éducation nationale de 1977 à 1979. Ce centre avait notamment pour objectif de rédiger des manuels scolaires d'histoire. La fabrication de la mémoire nationale est donc l'objectif privilégié et non l'étude critique. Il avait pour fonction de superviser et de coordonner la recherche historique en Algérie sous surveillance. Le choix du rattachement du CNEH au ministère de l'Intérieur ne s'explique pas seulement par la volonté du pouvoir de contrôler la recherche. Les cadres de haut niveau manquaient dans le pays. Or, tel n'était pas le cas du ministre de l'Intérieur Ahmed Medeghri, qui faisait partie du groupe d'Oujda, et qui a joué un rôle important dans la construction de l'État algérien. Il a créé l'École nationale d'administration à Alger et disposait d'un réseau de coopérants travaillant pour lui, dont le politologue Bruno Étienne. Sous Boumediene, les commémorations de la guerre d'indépendance deviennent davantage organisées et un protocole strict est institué mettant en valeur les dirigeants algériens.

Une autre grande date marquante est 1984. Elle coïncide avec l'apogée du pouvoir du président Chadli. Cette année est marquée par des commémorations particulièrement fastueuses pour le trentième anniversaire du déclenchement de la guerre d'indépendance, le 1^{er} novembre 1954. Chadli a effectué un certain nombre d'ouvertures mémorielles quatre années après le Printemps berbère en 1980. Il a amnistié et réhabilité 21 dirigeants de la guerre d'indépendance dans le cadre de la célébration du 1^{er} novembre 1984. Les restes de certains ont été exhumés et réinhumés au cimetière d'El Alia à Alger le 24 octobre 1984, ceux d'Abane Ramdane et des opposants au pouvoir tués après 1962, comme Mohammed Khider en 1967 et Krim Belkacem en 1970, victimes des luttes internes pendant la guerre d'Algérie. 1984 marque pour le pouvoir une volonté de réconciliation nationale, même s'il continue d'exister une opposition animée par le mouvement culturel berbère, des dirigeants historiques militant pour la démocratisation de l'Algérie, Ben Bella et Aït Ahmed et surtout des attaques contre le pouvoir de la part des islamistes.

19. Gilles Manceron, Hassan Remaoun, *D'une rive à l'autre, La guerre d'Algérie de la mémoire à l'histoire*, Paris, Syros, 1993, p. 55.

Enfin, la dernière date retenue est 1989 avec l'abandon du système du parti unique consécutif aux émeutes d'octobre 1988. Une véritable ouverture démocratique a eu lieu en Algérie de 1989 à 1992 dans le contexte du nouvel ordre international qui se met en place après la chute du mur de Berlin. La guerre civile des années 1990 a stoppé les débats démocratiques, dont celui portant sur la mémoire nationale de la guerre d'indépendance. Après la « décennie noire », quelques ouvertures mémorielles ont pu se produire après l'élection du président Bouteflika en 1999 qui s'est présenté comme l'artisan de la réconciliation nationale. Messali Hadj a été réhabilité par le pouvoir. Ces aménagements de la mémoire nationale ne sont que partiels dans un contexte de réactivation des antagonismes mémoriels entre la France et l'Algérie dans les années 2000. Il faut voir comment ils se traduisent dans les lieux de mémoire étudiés.

Ces dates doivent permettre de rendre compte des évolutions du panthéon des héros de la nation algérienne. Toutefois, au-delà des ruptures, il existe des éléments de permanence.

Depuis 1962, la gestion de la mémoire en Algérie est caractérisée par l'exaltation de l'épopée nationale et la glorification des martyrs, morts pour l'indépendance de l'Algérie. Ce régime mémoriel lié à l'idéologie arabo-musulmane est contesté par des opposants voulant se rattacher à une conception de la nation algérienne laïque, plurielle et démocratique. Il est également profondément marqué par « la guerre des mémoires²⁰ » opposant l'Algérie à la France. Sur le plan symbolique, le pouvoir algérien a besoin de se référer à un ennemi éternel pour mettre en scène l'unité nationale. D'une certaine manière, la guerre d'indépendance algérienne se poursuit dans le champ mémoriel grâce à l'action du pouvoir algérien et d'associations proches de lui et du côté français, des groupes porteurs de la mémoire de l'Algérie française : les cercles algérianistes, les associations de rapatriés, de *harkis* et d'anciens combattants ayant la capacité de faire pression sur l'État français et sur certains élus, notamment dans le Sud de la France²¹. Cette « guerre des mémoires » entre le gouvernement français et le gouvernement algérien est marquée par des phases de refroidissement et de réchauffement des relations diplomatiques entre les deux pays. Il faut attendre 1974 pour qu'un chef d'État français, il s'agissait de Valéry Giscard d'Estaing, se rende en visite officielle en Algérie. 1984 est plutôt une année allant dans le sens d'une amélioration

20. Olivier Mongin, « Les historiens et le travail de mémoire », *Esprit*, septembre 2000, p. 6-16.

21. Romain Bertrand, *Mémoires d'Empire, la controverse autour du fait colonial*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant et Savoir/Agir, 2006.

des relations franco-algériennes avec la venue de Claude Cheysson, le ministre des Affaires étrangères français en Algérie. Il assiste aux commémorations du 1^{er} novembre 1954 à Alger. Dès 1985, les rapports entre les deux pays se dégradent de nouveau avec la dénonciation des essais nucléaires français en Algérie. 1989 n'entraîne pas véritablement un changement de régime mémoriel. La fin du système du parti unique n'a pas suscité une véritable alternance au pouvoir. Avec la guerre civile des années 1990, il est tentant de réactiver « la guerre des mémoires » afin de consolider la légitimité du pouvoir algérien, qui se présente à la population comme l'héritier de ceux qui ont mené la lutte contre le colonisateur, par opposition aux militants de l'islam radical, décrits comme les épigones des *harkis*. Dans les années 2000, le pouvoir perd de plus en plus ses assises sociales : les *mujâhidîn* disparaissant, ses modes de légitimation doivent être renouvelés. Bien que Bouteflika ait déclaré au congrès de l'Organisation nationale des *mujâhidîn* que le temps de « la légitimité révolutionnaire » était terminé en 2004, cette remémoration incessante de la lutte contre le colonisateur pour consolider le pouvoir fragilisé par « la mauvaise gouvernance » s'est poursuivie bien que la guerre civile se soit achevée. De surcroît, du côté français, la « guerre des mémoires » est relancée dans les années 2000 par les groupes porteurs de la mémoire de l'Algérie française. Sous la présidence de Jacques Chirac, l'article 4 de la loi du 23 février 2005, reconnaissant le rôle positif de la colonisation, a joué un grand rôle dans la réactivation des antagonismes mémoriels, et a enterré, d'une certaine manière, le traité d'amitié franco-algérien, pourtant proposé par le président Jacques Chirac dès 2000. Le président Bouteflika a posé comme préalable à la signature de ce traité la demande de repentance de la part du gouvernement français. Dans un discours prononcé à l'Assemblée nationale française. Il réitère sa demande en 2005 pour le sixième anniversaire des massacres du 8 mai 1945. Les groupes porteurs de la mémoire de l'Algérie française y voient une demande d'alignement de la mémoire française de la guerre d'Algérie sur la mémoire algérienne. L'article 4 de la loi du 23 février 2005, soutenu par les groupes porteurs de la mémoire de l'Algérie française, était une manière d'opposer une fin de non-recevoir à cette demande. Par la suite, il a été abrogé par le président Chirac suite à une mobilisation des intellectuels et des syndicats enseignants. Le président Sarkozy, qui n'a pas participé à la guerre d'Algérie, enterre définitivement l'idée d'un traité d'amitié. Il ne souhaite pas la reconnaissance par l'État français, pour le moment, de « l'implication première et essentielle de la France dans les traumatismes engendrés par la colonisation en Algérie », en dépit des quelques progrès réalisés au sujet du 8 mai 1945. Sous la présidence